



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

IS/109

ARRETE

n° 20062428 du 30 AOÛT 2006

**portant autorisation d'occupation temporaire en vue de l'exécution de travaux
d'office sur le site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à HUNINGUE**

LE PREFET DU HAUT-RHIN

**Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code des Tribunaux Administratifs et des Cours Administratives d'Appel et plus particulièrement les textes réglementant la procédure à suivre devant les tribunaux administratifs ;
- VU** le Code Pénal et notamment ses articles 438 et R 26 ;
- VU** la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, modifiée par le décret n° 65-201 du 12 mars 1965 et notamment l'article 1er ;
- VU** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 512-7 et L 514-1, ainsi que le Titre IV du Livre V relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 ;
- VU** la lettre du Ministre de l'Environnement du 7 décembre 2005 autorisant le Préfet du Haut-Rhin à confier à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) l'exécution d'office des travaux de surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit et à la périphérie du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à HUNINGUE pour une période de 3 ans ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2006-101-3 du 11 avril 2006 chargeant l'ADEME d'exécuter ou de faire exécuter des travaux d'office sur le site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à HUNINGUE ;
- VU** le plan et l'état parcellaire annexés ;
- CONSIDERANT** qu'il y a lieu, pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, de disposer d'informations sur l'impact du dépôt sur les eaux souterraines ;
- CONSIDERANT** les résultats d'analyses effectuées sur des prélèvements d'eau réalisés dans la nappe souterraine de 2000 à 2005, dans les piézomètres (n°108, 98, 75, 99, 100, 115 et 105) qui font apparaître des concentrations en lindane supérieures aux valeurs acceptées pour l'eau potable (maximum acceptable par isomère et HCH total : 0,1 µg/l) ;

CONSIDERANT qu'il est important de poursuivre le contrôle de la qualité des eaux souterraines en aval du site susvisé afin de s'assurer qu'elles ne risquent pas de contaminer des puits de captage d'eau potable ;

CONSIDERANT la circulaire du Ministre de l'Environnement du 7 juin 1996 relative à la procédure administrative et juridique applicable en matière de réhabilitation de sites pollués ;

CONSIDERANT la lettre du Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable du 7 décembre 2005 autorisant le Préfet du Haut-Rhin à prendre un arrêté de travaux d'office confiant à l'ADEME, aux frais de l'exploitant, la réalisation des travaux et des contrôles précités sur une période de trois ans ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN,

ARRETE

ARTICLE 1ER

Les représentants de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) ainsi que ceux des entreprises accréditées par cet organisme, chargés de l'exécution des travaux de réhabilitation du site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à HUNINGUE, appartenant aux personnes dont les noms figurent en annexe du présent arrêté, sont autorisés en tant que de besoin, et sous réserve des droits des tiers, à procéder aux travaux définis à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2006 et impliquant les opérations suivantes :

- réaliser une campagne d'analyses semestrielle de la qualité des eaux souterraines prélevées dans les huit ouvrages suivants (n° 108, 98, 75, 76, 99, 100, 115, 105)

A cet effet, ils pourront effectuer toutes les opérations que la réalisation des travaux rendra indispensable.

ARTICLE 2

Les travaux ci-dessus seront effectués sur les terrains portant les numéros section 9 n° 125, section 8 n° 132-133-135, section 7 n° 309, section 6 n° 93a, d'après le cadastre de la commune. Les plans sont annexés au présent arrêté.

ARTICLE 3

Les propriétaires ou locataires des parcelles devront suspendre tous les travaux de nature à perturber la réalisation des travaux visés à l'article 1^{er} prescrits par l'ADEME.

ARTICLE 4

Un état des lieux, avant et après les travaux, faisant l'objet d'un procès-verbal contradictoire sera établi en présence des propriétaires des terrains ou de leurs représentants et de l'ADEME.

Les indemnités qui pourraient être dues pour les dommages causés à la propriété en cause à l'occasion de la réalisation fautive des travaux seront à la charge de l'ADEME.

A défaut d'entente amiable, leur montant sera fixé par le tribunal administratif.

ARTICLE 5

Chacun des responsables chargés des travaux devra être muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Lesdits responsables ne pourront pénétrer sur les terrains concernés qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 29 décembre 1892.

ARTICLE 6

La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans les six mois à compter de sa date d'application.

La présente autorisation couvre la durée des travaux prescrits et ce au maximum pendant une période de trois ans à compter de la signature du présent arrêté, jusqu'à fin février 2009.

L'occupation temporaire nécessaire à l'exécution des travaux publics ne pourra excéder cinq ans.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera affiché au moins dix jours avant le commencement des opérations définies à l'article 1^{er} ci-dessus, à la diligence du maire de la commune de HUNINGUE, qui adressera à la Préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

ARTICLE 8

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur de l'ADEME et le Maire de HUNINGUE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera également :

- notifiée, par les soins de M. le Maire de HUNINGUE, aux propriétaires concernés, par lettre recommandée avec accusé de réception
- transmise à

M. le Trésorier Payeur Général du Haut-Rhin

M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours

M. le Lieutenant-Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie du Haut-Rhin

M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

Fait à COLMAR, le 30 AOÛT 2006

Pour le Préfet,
Et par délégation
Le Directeur de Cabinet



Philippe DREVIN

Délais et voie de recours (article L 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.

ETAT PARCELLAIRE

HUNINGUE

N° de la section	N° de la parcelle	N° ouvrage	Identité des propriétaires
6	93a	105	OPAC Habitats de Haute Alsace Agence de Huningue 3A rue du Marquis de Puisieux 68330 HUNINGUE
7	309	115 (NOV1)	Société NOVARTIS France 26 rue de la Chapelle – B.P. 349 68333 HUNINGUE
8	132	100	Société CIBA Spécialités Chimiques 28 rue de la Chapelle 68330 HUNINGUE
8	132	99	Société CIBA Spécialités Chimiques 28 rue de la Chapelle 68330 HUNINGUE
8	135	76	Société CIBA Spécialités Chimiques 28 rue de la Chapelle 68330 HUNINGUE
8	133	75	Société CIBA Spécialités Chimiques 28 rue de la Chapelle 68330 HUNINGUE
8	132	98	Société CIBA Spécialités Chimiques 28 rue de la Chapelle 68330 HUNINGUE
9	125	108	Société pour le Traitement des Eaux Industrielles de Huningue (STEIH) B.P. 107 68331 HUNINGUE